Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 15 (2010)

Rubrik: Une charte éthique pour les ethnologues? : Projet de prise de position de la SSE = Eine Ethik-Charta für die Ethnologie? : Projekt einer Stellungnahme der SEG

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

UNE CHARTE ÉTHIQUE POUR LES ETHNOLOGUES?

PROJET DE PRISE DE POSITION DE LA SSE

Groupe de travail «Ethique»[1]

La réflexion sur l'opportunité de doter, ou non, la Société suisse d'ethnologie (SSE) d'une charte éthique a débuté en 2006, lors de la procédure de consultation concernant le *Projet d'article constitutionnel et de loi fédérale relatifs à la recherche sur l'être humain*[2]. Le Comité de la SSE a alors chargé la Commission scientifique de cette même Société de se prononcer en la matière. Bien que ce sujet n'ait pas fait l'objet d'une discussion formelle au sein de la SSE avant cette date, nous tenons à relever qu'il n'a jamais été étranger aux préoccupations des ethnologues[3]: leurs divers engagements ont depuis longtemps soulevé de nombreuses questions éthiques et déontologiques.

Dans une lettre adressée à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en charge du processus de consultation, la SSE a néanmoins demandé d'exclure l'ethnologie des disciplines concernées par ce *Projet d'article constitutionnel et de loi fédérale*. La notion de «consentement libre et éclairé» y présentait un certain nombre de problèmes pour la recherche dans notre discipline. Si le consentement préalable doit bel et bien être obtenu avant de commencer toute recherche, il n'est en effet pas toujours possible – par exemple et pour reprendre le texte du rapport explicatif concernant l'avant-projet de loi – de fournir à nos interlocuteurs et interlocutrices (enquêté·e·s, partenaires de terrain) tous les renseignements susceptibles de leur permettre de juger de l'acceptabilité du «rapport existant entre les risques prévisibles et le bénéfice potentiel»: nos hypothèses de travail et nos problématiques se construisent non seulement avant, mais aussi en cours de recherche, dans les interactions avec nos interlocuteurs et interlocutrices.

[1] Le groupe de travail est composé de: Marc-Antoine Berthod (HES-SO, HETS&Sa-EESP, Lausanne) Jérémie Forney (Institut d'ethnologie, UNINE), Sabine Kradolfer (UAB, Barcelone et UNRN, Bariloche, Argentine), Juliane Neuhaus (Ethnologisches Seminar, UZH), Laurence Ossipow Wuest (HES-SO, HETS, Genève), Yannis Papadaniel (Institut des sciences sociales, UNIL), Julie Perrin (Institut d'ethnologie, UNINE). Juliane Neuhaus a traduit le texte en allemand, qu'elle en soit vivement remerciée. Merci également à Julie Perrin pour la coordination du groupe.

[2] Le 7 mars 2010, l'article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain a été accepté par votation populaire. Pour plus d'informations, consulter le site: http://www.bag.admin.ch/themen/medizin/00701/00702/index.html?lang=fr (page consultée le 29 mars 2010).

[3] Afin de suivre la nomenclature de notre Société et du Fonds national suisse de la recherche scientifique, nous utilisons ici les termes «ethnologie» et «ethnologue» considérant qu'ils englobent aussi ceux d'«anthropologie» et d'«anthropologue».

Alors que la rédaction d'une charte éthique avait été envisagée au début du processus de réflexion, les débats nourris que nous avons eus à la suite de cette consultation – au sein d'un groupe de travail créé lors de l'Assemblée générale de la SSE en 2008 – ont montré qu'une prise de position concernant l'éthique correspondait mieux à la diversité des questions abordées par les ethnologues; l'adoption d'une charte était considérée comme trop normative et reflétant une position particulièrement défensive. En ethnologie, le consentement libre et éclairé doit rester un processus dynamique et continu qui accompagne toutes les étapes de la recherche. N'étant pas associé à des pratiques cliniques ou expérimentales, il ne peut pas être standardisé, mais doit tenir compte des situations locales particulières, c'est-à-dire de l'existence de codes, lois, chartes éthiques, etc., propres aux pays ou aux collectivités avec lesquelles nous travaillons. Il nous apparaît aussi essentiel de tenir compte des différents types de risques auxquels nos interlocuteurs et interlocutrices peuvent être exposé·e·s et qui ne s'arrêtent pas, loin de là, à des problèmes potentiels de santé ou de réactions corporelles ou psychiques directes; ces risques peuvent aussi prendre des dimensions politiques. Par ailleurs, nous tenons à rappeler que les recherches réalisées par les ethnologues ne se déroulent pas toutes sur des terrains sensibles et les risques qu'elles représentent pour les populations concernées demeurent relatifs.

Pour rédiger cette prise de position, nous nous sommes inspiré·e·s de différents textes émanant d'autres associations d'ethnologues ou d'autres disciplines proches de l'ethnologie (sociologie et sciences politiques principalement). Nous rappelons aussi que certaines facettes de la démarche ethnologique peuvent se rapprocher de la littérature, de l'histoire orale ou du journalisme; dans ces différents domaines, les prises de position ou chartes éthiques abordent des problématiques relativement différentes de celles de l'ethnologie. Si elles existent depuis longtemps dans le journalisme, la littérature et l'histoire orale semblent par contre beaucoup moins concernées par ces questions. Cela explique en partie le fait que les débats autour de l'adoption de chartes et codes sont nombreux et que les positions sont divisées[4]. Le groupe de travail a dès lors pris l'option de produire une prise de position qui fait l'objet de la présente publication pour ouvrir le débat et appeler à la discussion. Nous nous proposons ainsi de la soumettre à l'acception des membres lors de l'Assemblée générale de la SSE du 5 juin 2010.

1. PRÉAMBULE

Ce document s'adresse à toutes et tous les ethnologues, chercheur·e·s, enseignant·e·s et étudiant·e·s engagé·e·s dans une démarche ethnologique; il vise à mettre au jour un certain nombre d'enjeux d'ordre éthique et suggère un ensemble de «bonnes pratiques» que ce soit dans la recherche, l'enseignement, la valorisation des résultats ou l'archivage des données.

Paul Ricœur définit l'éthique et sa «visée» de la façon suivante: «Appelons ‹visée éthique› la visée de la *‹vie bonne› avec et pour autrui dans des institutions justes*» (1990: 202, souligné par l'auteur; voir aussi Ricœur 2006)[5]. Une telle perspective distingue deux moments dans un seul et même terme, l'éthique: l'un est antérieur, l'autre, postérieur. Ces moments sont indissociables et complémentaires, mais chronologiquement distincts. Si l'éthique antérieure renvoie à l'existence de normes ou de principes moraux fondamentaux et à leur enracinement dans la vie sociale, l'éthique postérieure désigne quant à elle le moment au cours duquel ces mêmes normes doivent être ramenées et adaptées aux situations concrètes et réelles. Dans cette perspective, la morale constitue la face stable de l'éthique, qui donne un contenu, ou un cadre à la vie bonne et à la justice de toute relation instituée. Mais, en parallèle, Ricœur nous rend

[4] Plusieurs associations ont adopté de telles résolutions: *American Anthropological Association, Australian Anthropological Association, Deutsche Gesellschaft für Völkerkunde, Association of Social Anthropologists of the UK and Commonwealth*, Société canadienne de sociologie et d'anthropologie, Association internationale de sociologie, *American Sociological Association, Deutsche Gesellschaft für Soziologie, International Society of Ethnobiology.* D'autres y ont renoncé (Société suisse de sociologie, cf. *Bulletin* 132, 2007) ou y sont plutôt opposées (comme le montrent les positions négatives exprimées en France par les anthropologues dans le *Journal des anthropologues* ou lors des Assises de l'ethnologie et de l'anthropologie en 2007). Enfin certaines mènent encore des discussions à ce sujet (Association française de sociologie, Association française de science politique).

[5] Les références bibliographiques se trouvent à la fin de la version allemande de ce texte (pp. 161-165).

attentifs à un second versant, plus dynamique: celui de la délibération qui consiste, dans toute situation où il est question d'éthique, à adapter et réactualiser ces principes fondamentaux conformément à des enjeux locaux, situés et singuliers. «Vie bonne» et «institution juste» sont donc à comprendre en un sens large et, surtout, comme le produit de délibérations sans cesse relancées en fonction des particularités d'un contexte ou d'une situation.

La diversité des situations dans lesquelles sont effectuées les recherches de type ethnographique – qu'elles soient financées par des domaines privés ou publics – et l'utilisation de l'enquête de terrain par d'autres disciplines pour collecter des données qualitatives de première main impliquent des dispositifs de recherche très hétérogènes qui relèvent justement de cette «visée éthique». En d'autres termes, le respect de certains principes éthiques de base – qu'il s'agisse de l'autonomie des individus, du respect de leur liberté, de leur droit à l'information et à savoir ce qu'il advient de ce qu'ils disent ou font en présence du ou de la chercheur·e, ou de ne pas mettre leur vie en péril – se doit d'être en adéquation avec les spécificités de la démarche ethnologique et de son cadre.

Dans le contexte actuel d'institutionnalisation des questions d'éthique professionnelle, nous souhaitons dès lors mettre à disposition un instrument de réflexion et de discussion sur la pratique et l'engagement ethnographique et non pas une liste de recommandations normatives et contraignantes[6]. Notre but est d'ancrer la question éthique dans une réponse dynamique qui permette de concilier les spécificités épistémologiques de la démarche ethnologique, sa rigueur scientifique et sa responsabilité à l'égard de celles et ceux qu'elle mobilise lors des enquêtes de terrain.

Cette prise de position est à comprendre comme un moyen de sensibilisation à l'éthique dans toutes les étapes du travail ethnologique. En effet, loin de nous contenter d'un accord formel (souvent présenté sous la forme d'un formulaire à signer) de la part de nos interlocuteurs et interlocutrices, nous pensons que la recherche, telle qu'elle est menée dans notre discipline, ne peut se faire que si les ethnologues sont conscient·e·s tout au long de leur travail des implications que celui-ci peut avoir sur les populations concernées. Les inscriptions particulières sur le terrain de recherche nous invitent à rester vigilants quant à nos actions, à notre compréhension des situations observées / vécues et aux responsabilités qui nous lient à nos interlocuteurs et interlocutrices, afin de ne pas les exposer à des risques. Cette réflexivité méthodologique a comme conséquence une posture particulière face aux personnes que nous interrogeons ou avec lesquelles nous vivons lors de nos recherches de terrain; elle nous distancie de la manière d'envisager la recherche telle qu'elle est présentée dans le projet de loi fédérale «relative à la recherche sur l'être humain» puisque nous considérons avant tout que nous ne travaillons par sur l'être humain, mais bien plus avec des êtres humains.

2. PRINCIPES GÉNÉRAUX DES ENGAGEMENTS ETHNOLOGIQUES

2.1. Le terrain

Le dispositif du «consentement éclairé» est à l'heure actuelle la principale réponse formelle aux questions d'éthique de la recherche. Importé du domaine médical et de la recherche sur la santé, il présente, pour la démarche ethnologique, autant de vices que de vertus[7].

Des vertus parce qu'il encourage les chercheur·e·s à une vigilance accrue sur leur terrain d'enquête. Il les oblige à informer aussi clairement que possible leurs interlocuteurs et interlocutrices des tenants et aboutissants du projet: les lignes directrices de la recherche, les questionnements principaux, les processus et les procédures d'enquête, l'identité des mandataires ou des instances de subvention, la garantie de différentes formes d'anonymat et de confidentialité. Le dispositif du «consentement éclairé» convie par ailleurs les enquêteurs et enquêtrices à s'engager dans un processus de restitution et de comptes rendus réguliers des analyses en cours. Il offre un droit de regard aux mandant·e·s ou enquêté·e·s et contraint à anticiper certains enjeux autour des résultats (leur utilisation, les bénéfices ou désagréments qui peuvent en découler). Dûment informé·e·s, les futur·e·s enquêté·e·s, disposant de leur pleine capacité et liberté

[6] Les questions relatives aux relations entre pairs au sein de la profession ainsi qu'au plagiat ne seront pas abordées ici; on pourra se référer à leur sujet à la *Charte européenne du chercheur* de la Commission européenne (2005): http://ec.europa.eu/eracareers/pdf/eur_21620_en-fr.pdf (page consultée le 1er avril 2009).

[7] Les réflexions qui suivent sont largement inspirées de l'article de Daniel Cefaï, «Codifier l'engagement ethnographique? Remarques sur le consentement éclairé, les codes éthiques et les comités d'éthique» (2009), http://www.laviedesidees.fr/Codifier-l-engagement.html (page consultée le 3 juin 2009).

d'évaluer les éventuelles contraintes pouvant peser sur elles et eux, donnent leur accord. Les personnes mineures ou incapables de discernement doivent être couvertes par leurs parents, leurs tuteurs et tutrices ou les responsables de l'institution dans laquelle ils et elles sont placé·e·s.

Le dispositif permet des négociations ou des co-constructions de questionnements, il ouvre sur un pacte de collaboration entre ethnologues et enquêté·e·s, mais ne règle évidemment pas à lui seul le bon déroulement de la recherche dont on sait bien les inattendus, les inconnues et les retournements. Les ethnologues enquêtent avec un corps de questionnement susceptibles d'évoluer et d'ouvrir sur des thématiques non prévues, ils et elles observent des événements non attendus ou s'entretiennent avec des personnes dont l'accord n'a pas été demandé en début de recherche. C'est donc tout au long du processus d'enquête, sur la base de leur savoir, de leur expérience et d'une déontologie de recherche, que les chercheur·e·s négocient leur place sur le «terrain».

Outre le problème d'une anticipation par trop sclérosante, ce dispositif présente donc aussi des vices, voire des risques. Il peut par exemple avoir pour effet de déresponsabiliser les enquêteurs et enquêtrices qui, une fois le consentement éclairé obtenu, ne se préoccuperaient plus guère d'informer leurs interlocuteurs et interlocutrices du développement de la recherche, voire se désintéresseraient de toute «visée éthique».

Le dispositif entraîne aussi, à court ou moyen terme, la constitution de comités d'évaluation au sein des institutions en charge de la recherche (FNS, ASSH, etc.), des universités, des hautes écoles ou des instituts de recherche. Ces comités, chargés d'examiner le projet puis de donner l'autorisation de le soumettre à des instances de subvention, pourraient bénéficier d'un trop grand pouvoir de sélection reposant sur des arguments éthiques alors qu'il s'agit parfois de malentendus méthodologiques. Des projets pourraient, par exemple, être refusés par méconnaissance des méthodes et enjeux propres aux approches anthropologiques ou par «frilosité judiciaire» (Cefaï 2009: 22). Plus grave peut-être, ces commissions sont immanquablement prises dans les enjeux politiques internes à leurs institutions. Le risque d'une forme de censure de la recherche par l'instrumentalisation d'un véto «éthique» est par conséquent réel.

D'autres problèmes peuvent se poser dans les commissions d'éthique attachées à certaines sphères d'enquête (par exemple le milieu médical) qui ne connaissent pas toujours les principes d'enquête dite qualitative. Il convient donc d'œuvrer à une meilleure connaissance des spécificités de l'enquête ethnographique, par exemple en créant des comités de sciences sociales actifs dans les revues, les universités, les hautes écoles spécialisées, les instituts de recherche et les instances de subventionnement (Cefaï 2009: 26).

Par sa centralité dans les procédures formalisées existantes à ce jour et dans les débats sur l'éthique de la recherche, le dispositif du consentement éclairé tend à masquer d'autres éléments de réflexion, notamment quant au positionnement de l'ethnologue sur le terrain, qui est, *de facto*, un acteur ou une actrice pris·e dans des enjeux de pouvoir et des réseaux d'obligations et de loyauté. De ce fait, le processus de recherche en lui-même peut avoir des conséquences directes sur le terrain. Par exemple, il institue certains acteurs et actrices en tant que détenteurs et détentrices de la parole légitime du et sur le collectif; de manière plus indirecte, la présence même de l'ethnologue et les analyses qu'il ou elle développe peuvent être mobilisées dans les luttes qui animent un terrain rassemblant des catégories de population diverses et parfois opposées.

En guise de substitut au protocole de consentement éclairé, l'on serait donc plus enclin à insister sur la nécessité d'informer continuellement les acteurs des enjeux de la recherche, de leur restituer les résultats, voire de les faire participer au travail d'interprétation. Mais, si l'on s'arrête à cette seule considération, présentée ainsi, l'on pourrait penser que l'ensemble du procédé est du ressort exclusif de l'ethnologue. Pourtant, il est de nombreuses situations dans lesquelles l'enquêteur ou l'enquêtrice est isolé·e sur son terrain ou se voit attribuer un statut qui ne correspond pas aux attendus de la recherche. Le dispositif du consentement éclairé suppose le dialogue, alors qu'il n'est pas toujours possible, certain·e·s enquêté·e·s se désintéressant de la question sans s'opposer au fait d'être les sujets d'une enquête. De ce fait, il exclut *a priori* certains terrains, interdit certaines recherches et tend – d'une manière plus générale – à considérer les enquêté·e·s comme des personnes passives qui ne seraient pas capables de résister aux projets des enquêteurs et enquêtrices alors qu'elles savent parfois susciter certaines formes d'autocensure chez les chercheur·e·s ou empêcher la publication d'une recherche. Comment, dans ce cas, favoriser ou mettre en place un dialogue avec des interlocuteurs et interlocutrices qui le refusent ou, tout du moins, qui en refusent les termes tels qu'ils sont proposés par le ou la chercheur·e (sans tou-

tefois refuser de prendre part à l'enquête)? N'y aurait-il pas, autrement dit, des contextes d'enquête où ce dialogue n'est tout simplement pas possible non pas faute de volonté de la part de l'ethnologue, mais par l'absence d'interlocuteur ou d'interlocutrice?

Il convient de souligner ici que le respect des règles éthiques ne dépend pas uniquement du ou de la chercheur·e et de son bon vouloir. Respecter ces règles consiste certes en la définition d'un certain nombre de règles et de principes établis, en y associant avec force les enquêté·e·s. Deux obstacles se dressent toutefois devant une telle procédure: d'une part, selon les lieux et selon les acteurs et les actrices, les règles et les principes varient à tel point que, dans un même contexte d'enquête, ce qui est éthiquement tenable change d'une situation à l'autre. Il se peut, par exemple, que l'enquêteur ou l'enquêtrice soit amené·e, malgré le principe éthique d'anonymat, à un devoir d'information sur un·e enquêté·e vis-à-vis de tiers, si l'enquêté·e est en danger ou commet une faute (considérée comme) grave envers la collectivité. D'autre part, les acteurs et les actrices ne comprennent pas toujours les motivations de l'ethnologue, ils et elles peuvent se comporter avec lui de bien des manières: espérance de promotion, dédain, intérêt poli, distance, froideur, mais aussi très (trop?) grande proximité. Difficile cependant de dresser une liste exhaustive des types de rapports qui peuvent lier un·e chercheur·e et des enquêté·e·s. Par exemple, il se peut très bien qu'une relation d'enquête – harmonieuse en apparence – repose sur un désaccord implicite quant à la nature de la recherche et au rôle de l'enquêteur ou de l'enquêtrice. Comment résoudre le dilemme éthique qui peut s'en suivre lorsque les tentatives de «recadrage» ne s'avèrent pas concluantes? En ce sens, même si le ou la chercheur·e fait preuve des meilleures intentions possibles, celles-ci peuvent aboutir à la suspension de la question éthique. Que peut alors faire l'ethnologue quand ses interlocuteurs et interlocutrices ne cherchent pas à comprendre la spécificité de sa position? Que peut-il / elle faire lorsqu'il ou elle sait d'avance qu'il ou elle s'expose, malgré de nombreuses précautions, à des déceptions et au sentiment de trahison qui les accompagne? Dans cette perspective, l'éthique dans l'enquête ethnographique s'apparente à une sorte de pari, qui doit être impérativement lancé par le ou la chercheur·e, mais dont le succès n'est en soi jamais garanti.

Ceci nous rappelle en définitive que la dissymétrie qui caractérise parfois la relation d'enquête ne se joue pas en permanence en faveur des chercheur·e·s. Ces derniers n'ont pas toutes les cartes en main; ils ne sont pas toujours en position de négocier sa place, ni les effets qu'elle induit. Il n'en demeure pas moins essentiel d'en évaluer les conséquences en adoptant une «visée éthique».

2.2. La diffusion des données: publication et archivage

2.2.1. Retour aux interlocuteurs et interlocutrices

Comme pour le travail de terrain, le respect et la protection des interlocuteurs et interlocutrices du ou de la chercheur·e sur le terrain sont au cœur des préoccupations éthiques spécifiquement liées à la diffusion des résultats d'une recherche en ethnologie. Que cela soit de manière écrite ou lors d'un compte rendu oral, informer ses interlocuteurs et interlocutrices de l'usage que l'on a fait du matériel collecté constitue un acte qui participe à une relation de réciprocité construite sur le terrain. Donner la possibilité à ses interlocuteurs et interlocutrices de prendre position sur les interprétations et les conclusions de la recherche en constitue une étape supplémentaire. L'enjeu n'en est pas tant la validation des interprétations – l'ethnologue n'étant pas porte-parole –, mais la reconnaissance effective d'un statut d'acteur ou d'actrice et d'interlocuteur ou d'interlocutrice aux personnes rencontrées sur le terrain. Une prise en compte réflexive et critique des réactions de ces personnes pour la publication des résultats peut toutefois constituer une réponse à la demande de témoignage – d'une situation, de conditions de vie, de revendications politiques – souvent formulée à l'encontre de l'ethnologue. Dans certains cas, la question d'un droit de regard, voire de censure, à accorder aux interlocuteurs et interlocutrices se pose, soit qu'un tel droit soit explicitement demandé, soit par le fait de thématiques sensibles. Il s'agit alors de trouver un équilibre entre une protection légitime des personnes et l'indépendance de la recherche. On notera enfin que s'il est important de limiter les risques d'une utilisation erronée des résultats de recherche, les analyses une fois publiées sont libres d'être interprétées différemment.

2.2.2. Confidentialité et anonymat

Il est d'usage de promettre aux enquêté·e·s l'anonymat lors de la publication des résultats. Toutefois, la recherche ethnographique se déroule fréquemment à l'échelle locale ou régionale, un contexte social de forte interconnaissance. Cet état de fait confère une importance particulière aux questions de confidentialité et d'anonymisation des interlocuteurs et interlocutrices. D'une part l'anonymisation seule – suppression ou modification des noms – ne suffit souvent pas à masquer l'identité des personnes

concernées par une citation ou une description. Préserver un anonymat véritable demande donc, lors de la diffusion des résultats, une attention et des précautions particulières, une anonymisation «approfondie». D'autre part, les informations recueillies lors des interactions sur le terrain touchent parfois à l'intime. Certains propos tenus, en lien direct ou non avec la recherche menée, peuvent relever de la confidence pour la personne qui les formule. Dans une publication, la question de l'utilisation de telles données – souvent riches en enseignements, et ceci d'autant plus quand elles se combinent à des données visuelles – pose la question du statut de l'ethnologue qui adjoint la posture de chercheur·e à une insertion dans des relations sociales parfois fortes. Sur le terrain, cette ambiguïté qui marque les relations du ou de la chercheur·e peut être parfois perçue comme une trahison, un abus de confiance. La consultation des interlocuteurs et interlocutrices avant publication, si elle n'est pas toujours possible, peut sans doute permettre d'éviter certaines situations critiques liées à cette ambiguïté dans les relations sur le terrain. Il arrive que des personnes ne souhaitent explicitement pas être anonymisées. Une telle position ne saurait dispenser l'ethnologue d'une prise en considération sérieuse des conséquences possibles pour ces dernières ou lui / elle-même avant de faire un tel choix.

2.2.3. Statut de l'information: archives personnelles, collectives ou semi-publiques

L'archivage des données issues d'une recherche devrait permettre leur bonne conservation et leur mise à disposition d'autres chercheur·e·s, pour de nouvelles recherches. Cette ambition scientifique est liée avant tout aux données de nature quantitative, toutefois la question se pose également pour la recherche qualitative. Pour la démarche ethnographique, une telle volonté pose des questions fondamentales quant au statut et à la nature des données recueillies. Le caractère unique et non reproductible de la recherche de terrain rend difficilement séparables les données – fixées sur un support écrit, visuel ou audiovisuel – de l'expérience ethnographique qui permet de les replacer dans un contexte complexe dont la connaissance est la condition d'une interprétation valide. Rendre ce type de données réutilisable par une autre personne demanderait un travail de recontextualisation considérable et prohibitif, à moins que le souci de transmissibilité n'ait été présent dès le début de la recherche et qu'un effort tout particulier ait été fait dans ce sens. Ce constat tient pour l'ensemble du matériel récolté par méthode qualitative, bien qu'elle se pose de manière différente selon le type des données. Un archivage est sans doute plus problématique pour un journal de terrain manuscrit, que pour une suite d'entretiens semi-directifs retranscrits intégralement ou pour une série de photographies légendées.

L'anonymisation des données archivées représente une protection indispensable des interlocuteurs et interlocutrices du ou de la chercheur·e. Toutefois, elle remet en question la notion de consentement éclairé: il est impossible de connaître leurs usages futurs au moment de la réalisation de la recherche et, de même, il est impossible, du fait de leur anonymat, de retrouver les personnes concernées pour les consulter.

2.3. L'enseignement

Si l'entier du processus de recherche – de l'élaboration d'un projet à la publication des matériaux collectés sur le terrain – est traversé par une série d'enjeux éthiques qu'il importe d'anticiper et de prendre en considération, il en va de même des activités d'enseignement et de formation. Deux aspects méritent attention: la présentation de travaux de recherche en cours et la sensibilisation des étudiant·e·s aux questions éthiques.

2.3.1. Présentation de travaux de recherche en cours

Lors de la présentation de travaux de recherche, il est très utile et productif d'échanger, de comparer et d'analyser diverses situations de terrain pour des motifs méthodologiques, théoriques et pédagogiques. Le contexte de formation – sentiment de se retrouver entre pairs, audience réduite et bien circonscrite – peut néanmoins inciter à une moindre vigilance en termes de protection des données récoltées, de confidentialité ou d'anonymat (devoir de discrétion). Il semble ainsi adéquat, d'une part, de rappeler certains principes éthiques à respecter lors de présentations de travaux de séminaires ou de discussions collectives sur l'état d'avancement de recherches de terrain et d'apprécier la place du devoir de discrétion d'autre part, notamment dans le cadre d'une direction de thèse.

2.3.2. Sensibilisation des étudiant·e·s aux questions éthiques

Il convient de rappeler l'importance de sensibiliser les étudiant·e·s aux dimensions éthiques et déontologiques du travail ethnologique à chaque étape de leur formation. Il s'avère particulièrement utile de créer les meilleures conditions possibles à la réalisation d'une première enquête de terrain, en abordant par exemple la façon dont cette enquête sera présentée aux interlocuteurs et interlocutrices potentiel·le·s; en identifiant les préoccupations éthiques des étudiant·e·s; en décrivant

régulièrement les dilemmes pouvant survenir durant le recueil d'informations. La présentation de cas concrets issus d'expériences de terrain où les enjeux éthiques sont particulièrement sensibles – notamment dans le champ de l'anthropologie médicale – faciliterait ce travail pédagogique de sensibilisation. C'est dans la construction des projets de recherche des étudiant·e·s que la question de l'éthique est à mettre en avant.

Il reste toutefois difficile, sur un plan pratique, d'intégrer les questions d'éthique dans les activités d'enseignement, chaque terrain ayant ses spécificités, ses enjeux et sa propre dynamique. Pour surmonter cette difficulté, il serait utile de collecter une série de «vignettes» ou de situations concrètes, présentées dans les détails. A terme, ces «vignettes» pourraient être publiées sur le site internet de la SSE dans une visée pédagogique.

3. OUVERTURES (CONCLUSION)

Par cette prise de position, nous cherchons à défendre une profession, un statut et une méthode scientifiques. Rappelons cependant qu'il existe, en dehors de la recherche académique et indépendante, une pluralité d'activités professionnelles – dont nous sommes solidaires – qui recourent à l'enquête de terrain, sans pour autant s'inscrire dans la recherche académique. Ces activités, qu'il s'agisse de personnes dotées d'une formation en ethnologie et engagées en entreprise, par des institutions publiques et étatiques, dans des ONG ou des organisations internationales, dans le développement durable ou une étude de marché, dans la communication interculturelle ou encore dans des musées, soulèvent les mêmes enjeux éthiques.

Pour orienter les chercheur·e·s, nous complétons cette prise de position par une liste de références bibliographiques et de documents, réflexions, prises de position, etc., disponibles sur internet (voir à la fin de la version allemande de ce texte).

EINE ETHIK-CHARTA FÜR DIE ETHNOLOGIE?

PROJEKT EINER STELLUNGNAHME DER SEG

Arbeitsgruppe «Ethik»[1]

Die Überlegungen der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft (SEG) zu einer Ethikerklärung begannen im Jahr 2006 und stehen in Zusammenhang mit dem Vernehmlassungsverfahren des Schweizerischen Bundesrates über den Verfassungsartikel und das Bundesgesetz über die *Forschung am Menschen (Humanforschungsgesetz)*[2]. Der Vorstand der SEG hat seine Wissenschaftskommission damit beauftragt zu diesem Thema eine Stellungnahme zu erarbeiten. Fragen der Ethik sind, obgleich bisher nicht in einer formellen Diskussion der SEG thematisiert, immer ein wesentliches Anliegen von Ethnologinnen und Ethnologen[3] gewesen, deren vielfältige Arbeitsfelder seit langem ethische Fragen berührt haben.

In einem Brief an das für das Vernehmlassungsverfahren zuständige Bundesamt für Gesundheit (BAG) hat die SEG darum gebeten, die Ethnologie von den Disziplinen auszuschliessen, die von dem geplanten Verfassungsartikel betroffen wären. Insbesondere die Forderung nach Vorlage von individuellen «Einwilligungen zur Forschung nach hinreichender Aufklärung» wirft etliche Probleme für die Forschung in unserer Disziplin auf. Es ist nicht immer möglich, unseren Gesprächspartnern schon vor Beginn einer Forschung hinreichende Informationen über deren Risiken und möglichen Nutzen zur individuellen Beurteilung einer solchen Einwilligung zur Verfügung zu stellen: Unsere Arbeitshypothesen und unsere Probleme konstruieren sich nicht nur *vor* sondern auch *während* einer Forschung, durch die Interaktion mit unseren Gesprächspartnern.

---

[1] Mitglieder der Arbeitsgruppe: Marc-Antoine Berthod (HES-SO, HETS&Sa-EESP, Lausanne) Jérémie Forney (Institut d'ethnologie, UNINE), Sabine Kradolfer (UAB, Barcelone et UNRN, Bariloche, Argentine), Juliane Neuhaus (Ethnologisches Seminar, UZH), Laurence Ossipow Wuest (HES-SO, HETS, Genève), Yannis Papadaniel (Institut des sciences sociales, UNIL), Julie Perrin (Institut d'ethnologie, UNINE). Ein besonderer Dank geht an Juliane Neuhaus für die deutsche Übersetzung des Textes sowie an Julie Perrin für die Koordination der Arbeitsgruppe.

[2] Am 7. März 2010 wurde der Verfassungsartikel über die Forschung am Menschen durch eine Volkabstimmung angenommen. Für weitere Informationen siehe: http://www.bag.admin.ch/themen/medizin/00701/00702/index.html?lang=de (Zugriff vom 29 März 2010).

[3] Der Nomenklatur der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft und des Schweizerischen Nationalfonds folgend, verwenden wir die Begriffe «Ethnologie» und «Ethnologin / Ethnologe / ethnologisch» und schliessen darin «Anthropologie» und «Anthropologin / Anthropologe / anthropologisch» ein.

Diskussionen innerhalb der durch die Generalversammlung der SEG 2008 gegründeten Arbeitsgruppe «Ethik» machten schnell deutlich, dass statt einer Ethikerklärung eine Stellungnahme zu ethischen Fragen besser der Vielfalt der Arbeitsfelder von Ethnologinnen und Ethnologen entspricht. Eine Ethikerklärung erschien zu normativ und zu defensiv. In der Ethnologie muss die freiwillige und aufgeklärte Einwilligung zur Teilnahme an einer Forschung ein dynamischer und fortlaufender Prozess bleiben, der allen Teilen der Forschung inhärent ist. Dieser Prozess ist nicht an klinische oder experimentelle Praktiken gebunden und kann nicht standardisiert werden. Vielmehr muss spezifischen Lokalsituationen Rechnung getragen werden, d.h. existierenden Vorgaben, Gesetzen und Ethikerklärungen der untersuchten Länder oder Gemeinschaften. Es sind die vielfältigen Risiken zu berücksichtigen, denen unsere Gesprächspartner ausgesetzt sein könnten und die bei weitem nicht nur mögliche gesundheitliche Probleme oder direkte körperliche oder psychische Reaktionen betreffen. Die Risiken können auch politischer Art sein. Andererseits finden ethnologische Forschungen nicht ausschliesslich in sensiblen Bereichen statt, und die Risiken, die sie für die beteiligten Populationen bedeuten können, bleiben in der Regel verhältnismässig.

Um diese Stellungnahme zu verfassen, haben wir uns von verschiedenen Texten anderer ethnologischer Vereinigungen inspirieren lassen und von denjenigen der Ethnologie nahe stehender Disziplinen (hauptsächlich Soziologie und Politikwissenschaften). Bestimmte Teilbereiche der Ethnologie können den Literatur-, den Geschichtswissenschaften und dem Journalismus nahe stehen. Allerdings werden in diesen Berufsfeldern Fragen der Ethik ganz anders betrachtet als in der Ethnologie. Auch wenn in anderen Disziplinen seit wesentlich längerer Zeit entsprechende Dokumente existieren, scheinen sie doch deutlich weniger mit den vorher angesprochenen Fragen befasst zu sein. Die existierende Vielfalt der Fächer und Standpunkte erklärt zumindest teilweise die zahlreichen Debatten über Ethikerklärungen und deren Annahme oder Ablehnung[4].

Die Arbeitsgruppe «Ethik» der SEG möchte mit der folgenden *Stellungnahme zu Fragen der Ethik in der Ethnologie* eine Debatte eröffnen und zur Diskussion aufrufen. Wir schlagen die folgende Stellungnahme bei der Generalversammlung der SEG vom 5. Juni 2010 zur Abstimmung vor.

1. PRÄAMBEL

Dieses Dokument wendet sich an alle Ethnologinnen und Ethnologen, Forscherinnen und Forscher, Lehrende und Studierende, die mit ethnologischen Themen befasst sind. Sein Ziel ist, auf eine Reihe ethischer Probleme hinzuweisen und es schlägt einige ethische Grundsätze für Forschung, Lehre, Verwertung und Archivierung von Daten vor.

Paul Ricœur definiert «Ethik» und ihre Ziele (*visée*) als das Streben nach einem «Leben mit und für Andere in gerechten Institutionen» (1990: 202; s.a. Ricœur 2006, eigene Übersetzung). Eine solche Perspektive unterscheidet zwei Momente desselben Begriffs, der Ethik: der eine liegt früher, der andere später. Diese Zeitpunkte sind untrennbar und ergänzen sich, aber sie sind chronologisch verschieden. Während eine frühere Ethik auf die Existenz grundlegender moralischer Normen oder Prinzipien verweist und auf ihre gesellschaftliche Verwurzelung, steht die spätere Ethik für den Zeitpunkt, zu dem ebendiese Normen aktuell auf konkrete und reale Situationen angewendet werden. Aus dieser Perspektive stellt die Moral den dauerhaften Aspekt der Ethik dar, der den Inhalt oder einen Rahmen für das «richtige Leben» – «la vie bonne» – und für die Gerechtigkeit aller bestehenden Beziehungen vorgibt. Gleichzeitig macht Ricœur uns auf den zweiten, dynamischeren Aspekt aufmerksam: denjenigen des Aushandelns. In allen ethische Fragen berüh-

[4] Während etliche Fachvereinigungen eine solche Erklärung angenommen haben (*American Anthropological Association, Australian Anthropological Association*, Deutsche Gesellschaft für Völkerkunde, *Association of Social Anthropologists of the UK and Commonwealth, Société canadienne de sociologie et d'anthropologie, Association internationale de sociologie, American Sociological Association*, Deutsche Gesellschaft für Soziologie, *International Society of Ethnobiology*), haben andere davon Abstand genommen (Schweizerische Gesellschaft für Soziologie, siehe *Bulletin* 132, 2007), zeigen sich eher ablehnend (*Journal des anthropologues, Assises de l'ethnologie et de l'anthropologie* in Frankreich, 2007) oder tragen noch Diskussionen hierzu aus (*Association française de sociologie, Association française de science politique*).

renden Situationen sind die grundlegenden Prinzipien in Bezug auf lokale, situative und einzigartige Problemlagen hin zu adaptieren. «Richtiges Leben» und «gerechte Institutionen» sind also in einem weiten Sinne zu verstehen und vor allem als ein Produkt des Aushandelns, beständig vorangetrieben durch die Partikularismen eines Kontextes oder einer Situation.

Die Vielfalt von Situationen, in denen ethnologische Forschungen durchgeführt werden, deren Finanzierung durch die private oder öffentliche Hand, die Nutzung der ethnographischen Methoden durch andere Disziplinen zur Erhebung qualitativer Daten aus erster Hand sind Aspekte, die bei der Aushandlung der grundlegenden ethischen Prinzipien eine Rolle spielen. Anders ausgedrückt, müssen grundlegende ethische Prinzipien an die speziellen ethnologischen Vorhaben und ihre Rahmenbedingungen angepasst werden, sei es die Autonomie des Individuums, deren Freiheit, ihrem Recht auf Information und ihrem Recht zu wissen, was mit dem von ihnen in Gegenwart einer Forscherin oder eines Forschers Gesagten weiter geschehen wird oder der Schutz ihres Lebens.

Im gegenwärtigen Kontext der Institutionalisierung berufsethischer Fragen möchten wir ein neues Instrument zum Nachdenken und Diskutieren über die Praxis und das ethnographische Engagement zur Verfügung stellen und nicht nur eine Liste von normativen und zwingenden Vorschlägen[5]. Dadurch sollen die epistemologischen Besonderheiten ethnologischer Vorhaben und ihre Wissenschaftlichkeit mit ihrer Verantwortung gegenüber den während der Feldforschung Kontaktierten vereinbar gemacht werden.

Diese Stellungnahme ist als ein Mittel der Sensibilisierung für ethische Fragen während aller ethnologischen Arbeitsschritte zu verstehen. Tatsächlich stellen wir uns nicht mit einer formellen Vereinbarung mit unseren Feldforschungspartnern zufrieden (häufig ein zu unterschreibendes Formular). Wir denken, dass die Forschung in unserer Disziplin nur möglich ist, wenn Ethnologinnen und Ethnologen sich während des gesamten Forschungsprozesses der möglichen Auswirkungen ihrer Forschung auf die untersuchte Population bewusst sind. Durch das Führen von Feldtagebüchern bleiben wir aufmerksam in Bezug auf unsere Handlungen, unser Verständnis der beobachteten und gelebten Situationen, und für unsere Verantwortung, die uns mit unseren Partnern verbindet, auch um sie nicht Risiken auszusetzen.

Diese methodische Reflexivität hat eine bestimmte Haltung gegenüber den Befragten oder gegenüber unseren Gastgebern während einer Feldforschung zur Folge. Diese Haltung unterscheidet unsere Forschung von der Art von Forschung, die im Gesetzesvorhaben zur «Forschung am Menschen» angesprochen wird. Dabei ist insbesondere zu betonen, dass wir nicht *am* Menschen arbeiten, sondern unsere Forschungen in erster Linie *mit* Menschen durchführen.

2. ALLGEMEINE PRINZIPIEN DER ETHNOLOGIE

2.1. Im Feld

Erklärungen in Form einer «informierten Einwilligung» (*consentement éclairé / informed consent*) sind gegenwärtig die wichtigste formale Position in ethischen Fragen in der Forschung. Aus dem medizinischen Bereich und der Gesundheitsforschung importiert, birgt sie für ethnologische Vorhaben ebenso Vor- wie Nachteile[6].

Von Vorteil ist dieser Ansatz, weil er Forschende zu besonderer Wachsamkeit im gesamten Forschungsprozess anregt. Er zwingt die Forschenden, ihre Forschungspartner so klar wie irgend möglich über den Kontext und die Umstände der Forschung aufzuklären: über die zentrale Fragestellung der Forschung, über Hauptfragen, über Prozess und Vorgehen bei der Forschung, über Auftraggeber und die Art der Forschungsfinanzierung, über Möglichkeiten der Anonymisierung und der Vertraulichkeit. Erklärungen in Form einer «informierten Einwilligung» fordern die Forschenden ausserdem dazu auf, regelmässig über den Forschungsprozess Bericht zu erstatten. Sie räumen Auftraggebern und Untersuchten das Recht zur Einsichtnahme ein und zwingen die Forschenden, mögliche Probleme im Hinblick auf die Forschungsergebnisse – Nutzen oder Nachteile, die aus ihrer Verwendung entstehen könnten – zu antizipieren. Ordnungsgemäss informiert können die zukünftigen Untersuchten gänzlich von ihrer Urteilsfähigkeit und ihrer Entscheidungsfreiheit Gebrauch machen und selbst ihre Einwilligung

[5] Fragen bezüglich Forschungszusammenarbeit und bezüglich Plagiat werden in diesem Dokument nicht diskutiert; siehe hierfür beispielsweise die Europäische Charta für Forscher der Europäischen Kommission: http://ec.europa.eu/euraxess/pdf/brochure_rights/eur_21620_de-en.pdf (Zugriff vom 25 April 2010).

[6] Die in diesem Gliederungspunkt folgenden Überlegungen verdanken wir hauptsächlich Cefaï und Costey 2009.

zur Teilnahme an der Forschung geben. Unmündige oder Minderjährige können durch ihre Eltern, ihren Vormund oder die für sie Verantwortlichen vertreten werden.

Diese Art von Einwilligungserklärungen erlaubt die Verhandlung und Veränderung der Forschungsfragen, sie ermöglichen einen Vertrag zwischen den Forschenden und den Untersuchten. Aber diese Einwilligungserklärungen können natürlich nicht für einen ungestörten Ablauf der Forschung sorgen, die – wie wir alle wissen – voller Unwägbarkeiten, Unbekannten und Veränderungen ist. Ethnologen und Ethnologinnen führen ihre Forschungen mit Fragestellungen durch, die sich anpassen, die für unvorhergesehene Themen offen sind. Sie beobachten unerwartete Ereignisse oder treffen sich mit Personen, mit denen eine Einwilligung zur Forschung nicht im Voraus hätte besprochen werden können. Im gesamten Forschungsprozess handeln die Forschenden ihre Position im Forschungsgebiet immer wieder neu aus, gestützt auf ihr Wissen, ihre Erfahrung und eine ethische Sensibilisierung.

Die diskutierten Einwilligungserklärungen haben, neben dem Problem einer zu engen Vorausplanung, auch andere Probleme, ja sogar Risiken. Eine Folge ihrer Einführung könnte sein, dass die Forschenden sich, wenn eine Einwilligung einmal gegeben ist, von ihrer ethischen Verantwortung befreit fühlen. Das könnte dazu führen, dass Forschende sich nicht mehr darum kümmern die Untersuchten vom Fortgang der Untersuchung zu informieren oder Forschende sich sogar von jeglichem Interesse einer ethischen Perspektive befreien.

Die Einführung solcher Einwilligungserklärungen wird wohl über kurz oder lang zur Bildung von Evaluationskommissionen in Forschungsinstitutionen (Schweizerischer Nationalfonds, Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften u.a.), Universitäten, Hochschulen und Forschungseinrichtungen führen. Diese Kommissionen werden bei der Evaluierung von Forschungsprojekten aufgrund von ethischen Argumenten einen zu grossen Einfluss für deren Finanzierung erhalten, auch wenn Missverständnisse in methodischen Fragen vorliegen. Die Projekte könnten beispielsweise aus Unkenntnis der Methoden und der typisch ethnologischen Herangehensweise abgelehnt werden oder wegen übermässig rigiden Regelungen. Noch schwerwiegender ist, dass solche Kommissionen fraglos in institutionsinterne politische Streitereien verstrickt sein werden. Das Risiko der Zensur von Forschung durch die Instrumentalisierung eines «ethischen» Vetorechtes ist folglich real.

Andere Probleme können dadurch entstehen, dass Ethikkommissionen an bestimmte Forschungsbereiche angebunden sind (beispielsweise im medizinischen Bereich), die nicht immer die sogenannte qualitative Forschung kennen. Es empfiehlt sich, auf eine bessere Kenntnis der Besonderheiten ethnographischer Untersuchungen hin zu arbeiten. Dies könnte beispielsweise durch die Schaffung von Kommissionen der Geistes- und Sozialwissenschaften geschehen, die in Zeitschriften, Universitäten, Forschungseinrichtungen und den Forschungsförderinstitutionen aktiv sind.

In bereits bestehenden formalisierten Prozeduren sind diese Art von Einwilligungserklärungen ebenso zentral, wie in den Diskussionen über ethische Fragen in der Forschung. Dies führt dazu, dass Überlegungen in andere Richtungen verdeckt werden. Insbesondere das Nachdenken über eine Positionierung der Ethnologin und des Ethnologen im Feld, die *de facto* diejenigen Akteure sind, die in Machtkämpfe involviert und eingebunden in Verpflichtungs- und Loyalitätsnetzwerke sind. Aus diesen Gründen kann der Forschungsprozess selbst direkte Auswirkungen auf das Forschungsfeld haben. Beispielsweise können bestimmte Akteure zum rechtmässigen Sprecher einer Gemeinschaft werden. Indirekter kann die Präsenz von Ethnologinnen und Ethnologen und der von ihnen entwickelten Analysen in Auseinandersetzungen Verwendung finden, in denen der Boden bereitet wird für eine Mobilisierung verschiedener und teilweise sich gegenüberstehender Bevölkerungsgruppen.

Anstelle einer protokollarischen Einwilligungserklärung neigen wir also eher dazu, auf der Notwendigkeit der permanenten Information der Akteure über mögliche Forschungsfragen zu bestehen, ihnen die Ergebnisse zukommen oder sie an dem Prozess der Dateninterpretation teilhaben zu lassen. Zieht man nur diese Überlegungen in Betracht, könnte man denken, dass der ganze Vorgang ausschliesslich in der Verantwortung des Ethnologen oder der Ethnologin liegt. Allerdings gibt es zahlreiche Situationen, in denen Forschende allein in ihrem Forschungsgebiet sind oder ihnen ein Status zugeschrieben wird, der nicht den Vorgaben der Forschung entspricht.

Eine Einwilligungserklärung setzt Dialog voraus, der nicht immer möglich ist. Gewisse Untersuchte sind vielleicht desinteressiert an einer Forschungsfrage ohne sich der Tatsache zu widersetzen, Forschungsobjekt zu sein. Durch die Forderung nach einer formalisierten Einwilligungserklärung werden bestimmte Felder ausgeschlossen, bestimmte Forschungen untersagt. Im Allgemeinen werden die Untersuchten als passiv angesehen, nicht in der Lage, sich Vorha-

ben der Forschenden zu widersetzen. Manchmal können sie allerdings bestimmte Formen der Selbstzensur auf Seiten der Forschenden verursachen oder eine Veröffentlichung verhindern. Es stellt sich die Frage, wie man einen Dialog mit den Gesprächspartnern und-partnerinnen fördern oder in Gang setzen kann, wenn diese ihn ablehnen. Oder wenn sie die Dialogbedingungen ablehnen, die von dem oder der Forschenden vorgeschlagen werden (allerdings ohne gleichzeitig eine Teilnahme an der Forschung abzulehnen). Anders ausgedrückt, gibt es unter Umständen Forschungskontexte, in denen ein solcher Dialog einfach nicht möglich ist, und zwar nicht mangels Bereitschaft von Seiten der Forschenden, sondern wegen Abwesenheit von Gesprächspartnern.

Die Achtung vor ethischen Regeln ist nicht ausschliesslich von den Forschenden und ihrer Bereitwilligkeit abhängig. Diese Regeln zu achten, beruht sicherlich auch auf der unter Beteiligung der Untersuchten formulierten Definition einer beschränkten Anzahl etablierter Regeln und Grundsätze. Zwei Hindernisse stehen einem solchen Vorgehen im Wege: einerseits ist das, was ethisch vertretbar erscheint, situationsbedingt; je nach Ort und Akteur variieren Regeln und Grundsätze auch innerhalb eines einzigen Forschungskontextes. Es ist beispielsweise möglich, dass Forschende trotz des ethischen Grundsatzes der Wahrung der Anonymität dazu veranlasst werden, Informationen über einen Gesprächspartner oder eine Gesprächspartnerin an Dritte weiterzugeben, wenn dieser/diese in Gefahr ist oder einen Fehler macht, der als schwerwiegend für die Gemeinschaft angesehen wird.

Andererseits verstehen nicht alle Akteure immer die Motivationen der Ethnologen und sie können sich ihnen gegenüber auf vielfältige Art und Weise verhalten: Hoffnung auf Beförderung, Verachtung, höfliches Interesse, Distanz, Unfreundlichkeit, aber auch zu grosse Nähe. Es ist schwierig, eine vollständige Liste der möglichen Beziehungen zwischen Forschenden und ihren Gesprächspartnern zu erstellen. Auch kann eine scheinbar harmonische Forschungsbeziehung auf einer impliziten Meinungsverschiedenheit bezüglich der Natur der Forschung und der Rolle des oder der Forschenden beruhen. Nicht schlüssig lässt sich die Frage beantworten, wie das ethische Dilemma zu lösen ist, das entsteht, wenn Anpassungsversuche sich nicht überzeugend bewähren. Anpassungsversuche können, auch wenn die Forschenden die besten Intentionen unter Beweis stellen, eine Suspension ethischer Fragen herbeiführen. Ebenso bleibt offen, was ein Ethnologe oder eine Ethnologin tun sollte, wenn Gesprächspartner und Gesprächspartnerinnen nicht versuchen die Besonderheiten seiner/ihrer Position zu verstehen.

Was Ethnologen und Ethnologinnen gegen Täuschungen tun können, denen sie trotz aller Vorsichtsmassnahmen verfallen, und dem daraus resultierenden Gefühl, betrogen worden zu sein, muss offen bleiben. Die Ethik in der ethnographischen Forschung ähnelt einer Art Wette, die von den Forschenden eingegangen werden muss, ohne dass ein Erfolg garantiert wäre.

Das Gesagte erinnert uns daran, dass die Symmetrie, die manchmal Forschungsbeziehungen charakterisiert, nicht immer zum Vorteil der Forschenden ausfällt. Die Forschenden können nicht alles steuern: sie sind weder immer in der Lage ihre Position zu verhandeln, noch die Auswirkungen, die ihre Position auslösen. Umso wichtiger bleibt es, die Konsequenzen aus einer ethischen Perspektive abzuschätzen.

2.2. In Veröffentlichungen

2.2.1. Datenrückgabe

Auch in Verbindung mit der Veröffentlichung der Ergebnisse einer ethnologischen Forschung stehen Respekt vor und Schutz der Gesprächspartnerinnen und -partner im Zentrum der Beschäftigung mit ethischen Fragen. Ob die Veröffentlichung schriftlich oder mündlich erfolgt, ist dabei unwesentlich. Im Forschungsfeld entstehen reziproke Beziehungen, zu denen gehört, dass Gesprächspartner und Gesprächspartnerinnen von der Nutzung des gesammelten Materials in Kenntnis gesetzt werden. Ein weiterer Schritt ist, Gesprächspartnerinnen und -partnern die Möglichkeit zu einer Stellungnahme zu den eigenen Interpretationen und Schlussfolgerungen der Forschung zu geben. Die Herausforderung ist dabei nicht die Überprüfung der Interpretationen, denn Ethnologen und Ethnologinnen sind nicht ein Sprachrohr der Untersuchten, sondern die tatsächliche Anerkennung des Status als Akteur und Akteurin der im Feld angetroffenen Personen. Die reflexive und kritische Berücksichtigung der Reaktionen dieser Personen bei der Veröffentlichung der Forschungsergebnisse kann immerhin eine Antwort auf die Forderung nach Zeugenschaft darstellen, die häufig in ethnologischen Begegnungen formuliert werden – Bezeugung einer Situation, der Lebensverhältnisse, politischer Ansprüche.

In bestimmten Fällen stellt sich die Frage nach dem Einsichtsrecht, oder auch der Zensur, gegenüber den Gesprächspartnerinnen und -partnern. Sei es, weil ein solches Recht explizit eingefordert wird, oder durch sensible Themen. Es muss also ein Gleichgewicht gefunden werden zwischen dem legitimen Persönlichkeitsschutz und der Freiheit der Forschung.

2.2.2. Vertrauen und Anonymität

Es ist üblich den Gesprächspartnerinnen und -partnern für die Veröffentlichung der Forschungsergebnisse Anonymität zuzusichern. Allerdings finden ethnographische Untersuchungen häufig in lokalen gesellschaftlichen Kontexten statt, in denen sich alle Beteiligten gegenseitig kennen. Daraus ergeben sich spezielle Fragen des Vertrauens und der Anonymisierung der Gesprächspartnerinnen und -partner. Einerseits reicht blosse Anonymisierung – Namenslöschung oder -änderung – häufig nicht aus, um die Identität einer durch Zitat oder Beschreibung genannten Person zu verbergen. Um eine wirkliche Anonymität zusichern zu können, muss deshalb bei der Veröffentlichung der Forschungsergebnisse mit besonderer Aufmerksamkeit und Vorsicht auf eine «vertiefte» Anonymisierung geachtet werden. Andererseits berühren im Feldforschungsprozess gewonnene Informationen manchmal die Intimsphäre.

2.2.3. Persönliche, kollektive und halböffentliche Datenarchive

Die Archivierung von Daten aus einer Forschung sollte ihren langfristigen Erhalt sichern und anderen Forschern den Zugang zu ihnen ermöglichen. Generell gilt dies für quantitative Daten, dennoch stellt sich die Frage der Archivierung auch für mit qualitativen Methoden erhobene Daten. In Zusammenhang mit der ethnographischen Datenaufnahme stellen sich grundlegende Fragen über Stellenwert und Art der gesammelten Daten. Der einzigartige und nicht-wiederholbare Charakter einer Feldforschung macht die schriftlich, bildlich oder filmisch festgehaltenen Daten schwer trennbar von der ethnographischen Erfahrung, die es erst erlaubt, die Daten in komplexe Zusammenhänge einzuordnen, wobei diese Kenntnisse eine Bedingung für eine gültige Interpretation sind. Diese Art von Daten für andere Forschende nutzbar zu machen, erfordert die Arbeit einer aufwändigen Rekontextualisierung. Das Gesagte gilt für alle mit qualitativen Methoden erhobenen Daten, auch wenn sich je nach Datenart unterschiedliche Fragen stellen. Eine Archivierung ist sicherlich schwieriger bei handschriftlichen Feldnotizen als bei einer Reihe transkribierter halboffener Interviews oder einer Reihe von Fotografien mit Legende.

Die Anonymisierung archivierter Daten bedeutet einen unerlässlichen Schutz der Gesprächspartner der Forschenden. Sie stellt erneut die vorher diskutierte Einwilligungserklärung in Frage: es ist unmöglich, es ist unmöglich alle zukünftigen Nutzungen archivierter Daten in dem Moment zu kennen, in dem eine Forschung durchgeführt wird. Auch wird es durch die Anonymisierung unmöglich, die betroffenen Personen wieder zu finden, um sie hierzu zu konsultieren.

2.3. Im Unterricht

Wenn der gesamte Forschungsprozess – von der Ausarbeitung eines Projektes bis zur Veröffentlichung des im Feld gesammelten Datenmaterials – durchdrungen ist von einer Reihe von ethischen Problemen, die wichtig sind und berücksichtigt werden müssen, dann ist es selbstverständlich, dass dies auch für Lehre und Ausbildung gilt. Zwei Aspekte verdienen besondere Beachtung: die Präsentation von Forschungsarbeiten im Unterricht und die Sensibilisierung der Studierenden für ethische Fragen.

2.3.1. Forschungsergebnisse im Unterricht

Bei der Präsentation von Forschungsarbeiten ist es aus methodologischer, theoretischer und pädagogischer Hinsicht sehr nützlich und produktiv sich über verschiedene Forschungssituationen auszutauschen, diese zu vergleichen und zu analysieren. Der Zusammenhang der Ausbildung – das Gefühl sich mit Gleichgesinnten zu treffen, kleine und beschränkte Zuhörerschaft – kann zu geringerer Wachsamkeit bezüglich der gesammelten Daten, des Vertrauens oder der Anonymität (Verschwiegenheitspflicht) verleiten. Es scheint folglich zweckmässig sich bestimmte ethische Grundlagen bei der Präsentation von Seminararbeiten oder gemeinsamen Diskussionen über den Fortschritt der Feldforschung in Erinnerung zu rufen. Insbesondere ist der Stellenwert der Verschwiegenheitspflicht im Rahmen der Betreuung einer Abschlussarbeit zu beachten.

2.3.2. Ethik für Studierende

Am besten sensibilisiert man Studierende auf jeder Etappe ihrer Ausbildung für die Wichtigkeit ethischer Fragen. Es hat sich als besonders nützlich herausgestellt, bestmögliche Bedingungen für die Realisierung einer ersten Feldforschung zu schaffen. Dies sollte durch die Auseinandersetzung mit Möglichkeiten der Präsentation von Forschungsfragen gegenüber potentiellen Gesprächspartnerinnen und -partnern geschehen; durch Identifizierung ethischer Anliegen der Studierenden; durch regelmässige Beschreibung unerwartet auftretender Dilemmata. Diese pädagogische Arbeit der Sensibilisierung würde insbesondere durch Präsentationen konkreter Fälle erreicht, die direkt aus Feldforschungserfahrungen hervor gehen und in denen ethische Probleme besonders wahrnehmbar sind – beispielsweise im Bereich der Medizinethnologie. Bereits während der Planungsphase eines studentischen Forschungsprojektes sollten ethische Fragen im Vordergrund stehen. Es bleibt in der Umsetzung jedoch schwierig, ethische Fragen in die Lehre zu integrieren. Jedes Feld hat seine Besonderheiten, seine Probleme und seine

eigene Dynamik. Um diese Probleme zu bewältigen wäre es sinnvoll eine Reihe von Vignetten zusammen zu stellen. Langfristig könnten diese Vignetten auf der Website der SEG als pädagogische Perspektiven veröffentlicht werden.

3. SCHLUSSFOLGERUNGEN

Mit dieser Stellungnahme versuchen wir eine Profession, einen *status quo* und bestimmte wissenschaftliche Methoden zu verteidigen. Vergegenwärtigen wir uns, dass es ausserhalb der akademischen und unabhängigen Forschung eine Vielzahl professioneller Aktivitäten gibt – mit denen wir uns solidarisieren – die ethnographische Methoden anwenden, ohne sich gleichzeitig der akademischen Forschung zu verschreiben. Diese Aktivitäten werfen die gleichen ethischen Probleme auf, wie ihre akademischen Pendants – handele es sich um Arbeiten von Personen mit einer ethnologischen Ausbildung und angestellt in einem Unternehmen, in privaten oder staatlichen Institutionen, in Nicht-Regierungsorganisationen oder Internationalen Organisationen, in der nachhaltigen Entwicklung oder in der Marktforschung, in der interkulturellen Kommunikation oder natürlich auch in Museen.

Zur weiteren Orientierung der Forscherinnen und Forscher ergänzen wir die vorliegende Stellungnahme mit einer bibliografischen Referenzliste sowie mit Dokumenten, Reflexionen und weiteren Stellungsnahmen, die zum Thema im Internet verfügbar sind.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES / WEITERE INFORMATIONEN

Links to ethic codes

› American Anthropologist Association: Code of Ethics, 1998 (with 2009 additions):
http://www.aaanet.org/issues/policy-advocacy/upload/AAA-Ethics-Code-2009.pdf (accessed 01.14.2009)

› American Sociological Association: Code of Ethics (n.d.):
http://www.asanet.org/cs/root/leftnav/ethics/ethics (accessed 31.03.2009)

› Associação Brasileira de Antropologia: Código de ética do antropólogo, 1986-1988:
http://www.abant.org.br/index.php?page=3.1 (accessed 19.11.2009)

› Association française de sociologie: Projet de charte, 2009 (rejetée lors de l'AG d'avril 2009):
http://www.afs-socio.fr/formCharte.html (accessed 31.03.2009)

› Association internationale de sociologie: Code éthique, 2001:
http://www.isa-sociology.org/fr/code_ethique.htm (accessed 19.11.2009)

› Association of Social Anthropologists of the UK and Commonwealth: «Ethical Guidelines for Good Research Practices», 1999:
http://www.theasa.org/ethics/guidelines.htm (accessed 19.11.2009)

› Australian Anthropological Society: Code of Ethics, 2003:
http://www.aas.asn.au/docs/AAS_Code_of_Ethics.pdf (accessed 19.11.2009)

› Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire: Résolution 1003 (1993) relative à l'éthique du journalisme:
http://assembly.coe.int//MainF.asp?link=http://assembly.coe.int/Documents/AdoptedText/ta93/fres1003.htm (accessed 02.06.2009)

› Conseil national d'éthique en recherche chez l'humain du Canada: Rapport final du groupe de travail sur l'étude des modèles d'agrément, 2006:
http://www.ncehr-cnerh.org/pdf/task_force/NCERH%20Final%20TF%20Report_FREN_WEB%20version_Sept%2022.pdf (accessed 31.03.2009)

› Déclaration des droits et des devoirs des journalistes, Munich, 23-24 novembre 1971:
http://www.mediasinfos.com/munich71.htm (accessed 02.06.2009)

› Deutsche Gesellschaft für Soziologie: Ethik-Kodex, 1992:
http://www.soziologie.de/index.php?id=19 (accessed 19.11.2009)

› Deutsche Gesellschaft für Völkerkunde: Stellungnahme zur Ethik in der Ethnologie der DGV, 2007:
http://www.dgv-tagung2007.de/wp-content/uploads/antrag_a 01_stellungnahme_ethik_format_a4.pdf (accessed 19.11.2009)

› Deutsche Gesellschaft für Völkerkunde: «Frankfurter Erklärung» zur Ethik der Ethnologie, 22.05.2008 (verabschiedet durch die Mitgliederversammlung der DGV am 2.10.2009):
http://www.presse.dgv-net.de/tl_files/presse/ethikerklaerungDGV.pdf (accessed 31.03.2009)

› Deutsche Gesellschaft für Völkerkunde: Ethikerklärung der AG Medical Anthropology der DGV im Bereich Medizinethnologie, 2005:
http://www.agem-ethnomedizin.de/download/cu_04_1_159-60-ethikerklaerung.pdf?c309bd31734c35b99e5db58926 7fd36c=b4aab54f3d3e191522caaa71f0a8e3cd (accessed 19.11.2009)

› European Commission: Seventh Framework Programme, 2007:
http://www.euresearch.ch/fileadmin/documents/PdfDocuments/FP7Documents/Ethics_for_researchers.pdf (accessed 31.03.2009)

› European Commission: Ethics Help Desk for FP7 Projects. Receive advice from the Ethics Review Sector of DG Research!, 22.10.09:
http://www.euresearch.ch/index.php?id=news&tx_ttnews%5Btt_news%5D=2571&tx_ttnews%5Bcat%5D=1&cHash= 32ccab7018 (accessed 19.11.2009)

› European Commission Cordis: «Getting Through Ethics Review», 25.09.09:
http://cordis.europa.eu/fp7/ethics_en.html#ethics_cl (accessed 03.11.2009)

› Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Genève: Code éthique concernant la recherche au sein de la Faculté, 1990 (avec modifications de 2008):
http://www.unige.ch/fapse/recherche/ethique/SSEcode_ethique.pdf (accessed 31.03.2009)

› International Society of Ethnobiology: ISE Code of Ethics, 2006 (with 2008 additions):
http://ise.arts.ubc.ca/global_coalition/ethics.php (accessed 31.03.2009)

› Société canadienne de sociologie et d'anthropologie: Code d'éthique professionnelle, 1994:
http://www.csaa.ca/structure/Code.htm#LA%20SOCI%C3%89T%C3%89%20CANADIENNE%20DE%20SOCIOLOGIE%20 ET%20DANTHROPOLOGIE (accessed 19.11.2009)

› Société suisse de psychologie: Code déontologique pour les psychologues, 2003:
http://www.ssp-sgp.ch/pdfs/Code_deont_SSP_2003.pdf (accessed 29.07.2009)

› Société suisse de psychologie: «Le contenu minimal pour d'une déclaration de consentement», 2007:
http://www.ssp-sgp.ch/pdfs/EK%20%20Informed%20consent.pdf (accessed 19.11.2009)

› Société suisse de psychologie: «Liste de contrôle concernant l'expertise éthique de projet de recherche de la psychologie», 2007:
http://www.ssp-sgp.ch/pdfs/Checklist_Ethik.pdf (accessed 19.11.2009)

› Society for Applied Anthropology: Ethical and Professional Responsabilities (n.d.): http://www.sfaa.net/sfaaethic.html (accessed 19.11.2009)

› Society for American Archeology: Principles of Archeological Ethics, 1996: http://www.saa.org/AbouttheSociety/PrinciplesofArchaeologicalEthics/tabid/203/Default.aspx (accessed 19.11.2009)

Bibliography on ethics in anthropology

AMBORN Herman (Ed.)
1993. *Unbequeme Ethik. Überlegungen zu einer verantwortlichen Ethnologie*. Berlin: Reimer.

CAPLAN Pat (Ed.)
2003. *The Ethics of Anthropology: Debates and Dilemmas*. London / New York: Routledge.

CASSELL Joan, JACOBS Sue-Ellen (Eds)
1987. *Handbook on Ethical Issues in Anthropology*. Washington DC: American Anthropological Association, http://www.aaanet.org/cmtes/ethics/Handbook-on-Ethical-Issues-in-Anthropology.cfm (page consultée le 3 juin 2009).

CEFAÏ Daniel, COSTEY Paul
2009. «Codifier l'engagement ethnographique? Remarques sur le consentement éclairé, les codes éthiques et les comités d'éthique», «Code d'éthique, politiques et procédures du Comité d'éthique professionnelle de l'American Sociological Association», http://www.laviedesidees.fr/Codifier-l-engagement.html (déposé le 18 mars 2009, page consultée le 3 juin 2009).

COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL D'ÉTHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTÉ (CCNE)
1993. *Avis sur l'éthique de la recherche dans les sciences du comportement humain. Rapport*. Avis No 38, mis en ligne le 14 octobre 1993, http://www.ccne-ethique.fr/docs/fr/avis038.pdf (page consultée le 19 novembre 2009).

DESCLAUX Alice, SARRADON-ECK Aline (coord.)
2008. Dossier L'éthique en anthropologie de la santé. *Ethnographiques.org* 17, en ligne: http://www.ethnographiques.org/Numero-17-novembre-2008 (page consultée le 3 juin 2009).

EDEL May, EDEL Abraham
2000. *Anthropology and Ethics*. New Jersey: Transaction Publishers.

EL MIRI Mustapha, MASSON Philippe
2009. «Vers une judicisation des sciences sociales? Sur l'utilité d'une charte de déontologie en sociologie», http://www.laviedesidees.fr/Vers-une-juridicisation-des.html?decoupe_recherche=el%20miri (déposé le 9 avril 2009, page consultée le 10 novembre 2009).

EVENS Terence M.S.
2008. *Anthropology as Ethics: Non-Dualism and the Conduct of Sacrifice*. Oxford: Berghahn Books.

FADEN Ruth R., BEAUCHAMP Tom L., KING Nancy M.P.
1986. *A History and Theory of Informed Consent*. New York: Oxford University Press.

FLUEHR-LOBBAN Carolyn
1994. «Informed consent in anthropological research: we are not exempt». *Human Organization* 53(1).

GENÈSES
2006. Dossier Sciences sociales: archives de la recherche. *Genèses* 63(2).

LAURENS Sylvain
2007. «Pourquoi› et ‹comment› poser les questions qui fâchent? Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des ‹imposants›». *Genèses* 69(4): 112-127.

ORTIZ Karol R.
1985. «Mental health consequences of life history method: implications from a refugee case». *Ethos* 13(2): 99-120.

PLATTNER Stuart
2003. «Human subjects protection and cultural anthropology». *Anthropological Quarterly* 76(2): 287-297.

RICŒUR Paul
1990. *Soi-même comme un autre*. Paris: Seuil.

2006. «De la morale à l'éthique et aux éthiques». Texte publié en ligne: http://www.philo.umontreal.ca/textes/Ricoeur_MORALE.pdf (page consultée le 10 juin 2009).

SCHÖNHUTH Michael
2003. *Entwicklung, Partizipation und Ethnologie. Implikationen der Begegnung von ethnologischen und partizipativen Forschungsansätzen im Entwicklungskontext*. Habilitationsschrift an der Universität Trier, Fachbereich IV.

SCHÖNHUTH Michael, BLISS Frank
2001. *Ethische Leitlinien der Arbeitsgemeinschaft Entwicklungsethnologie (AGEE) e.V. Erläuterungen und Hinweise*. Trier: Selbstverlag (Trierer Reihe Materialien zur Ethnologie, Nr. 2), http://www.uni-trier.de/fileadmin/fb4/ETH/Aufsaetze/Ethische_Leitlinien.pdf (Zugriff vom 13 März 2010).

2002. «Ethische Leitlinien› für die entwicklungspolitische Praxis Entwicklungsethnologen rufen zur Selbstverpflichtung auf». *E+Z - Entwicklung und Zusammenarbeit* 1: 4-5.

SOCIÉTÉ SUISSE DE SOCIOLOGIE
2007. Ethique de la pratique sociologique. *Bulletin de la Société suisse de sociologie* 32, http://www.sagw.ch/fr/soziologie/Publikationen/Aeltere-Bulletins.html (page consultée le 3 juin 2009).

TOMFORDE Maren
2009. «Should anthropologists provide their knowledge to the military? An ethical discourse taking Germany as example», in: Laura MCNAMARA, Robert RUBINSTEIN (Eds), *Ethical Issues and Military Anthropology*. Santa Fé: School for Advanced Research Press, http://www.presse.dgv-net.de/tl_files/presse/Tomforde_SAR_Sept2009.pdf (accessed 13.3.2010).

TRICE T.R.
1987. «Informed consent. VII Biasing of sensitive self-report data by both consent and information». *Journal of Social Behavior and Personality* 2: 369-374.

VAN GOG Janneke, REYSOO Fenneke
2005. «If you can't beat them, join them. Informed consent in antropologisch veldonderzoek». *Lova Tijdschrift voor Feministische Antropologie* 26(1): 4-22 [version française à paraître: «Si on ne peut pas les battre, joignons-les. Consentement éclairé dans la recherche de terrain anthropologique»].

Links to conferences on ethics in anthropology

› Colloque «Droit d'enquête. Droits des enquêtés», Limoges, 30.09.-01.10.09:
http://droitenquete.blogspot.com/ (accessed 15.10.2009)

› Forschung am Menschen – Sonderfall Sozialwissenschaften?, SAGW, 05.06.2009, Bern:
http://www.sagw.ch/sagw/veranstaltungen/sagw-agenda-2009/jv-09-ov-fam.html (accessed 02.06.2009)

Links to Swiss parliamentary debates and process

› Article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain (art. 118b Cst.):
http://www.bag.admin.ch/themen/medizin/00701/00702/07555/index.html?lang=fr (accessed 15.03.2010)

› Académies suisses de sciences: Prise de position concernant la votation populaire sur l'article constitutionnel relative à la recherche sur l'être humain:
http://www.academies-suisses.ch/downloads/SN_FaM_f.pdf (accessed 29.07.2009)

› Conseil des Etats: Recherche sur l'être humain. Article constitutionnel (07.072). Session d'hiver 2008, Huitième séance 11.12.08:
http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/s/4806/287191/f_s_4806_287191_287202.htm (accessed 31.03.2009)

› Fédération suisse des psychologues: Réponse à la consultation sur l'article constitutionnel relatif à la recherche sur l'être humain, ainsi que la loi relative à la recherche sur l'être humain, 2006:
http://www.psychologie.ch/fileadmin/user_upload/dokumente/berufspolitik/hfg/reponse_fsp_lrh.pdf (accessed 19.11.2009)

› Fonds national de recherche scientifique: Prise de position à propos du projet d'article constitutionnel et la loi fédérale relatifs à la recherche sur l'être humain, 2006:
http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/medienmitteilungen/mm_06may31_2_d.pdf (accessed 29.05.2009)

› HURST Samia (Société suisse d'éthique biomédicale)
2006. «Bel effort; peut mieux faire. Commentaires de l'avant-projet de loi relative à la recherche sur l'être humain». Bioethica Forum 49: 1-2.

› Société suisse d'ethnologie: Prise de position à propos du projet d'article constitutionnel et la loi fédérale relatifs à la recherche sur l'être humain, 2006:
http://www.seg-sse.ch/pdf/Prise-position-comscien2007.pdf (accessed 10.12.2009)